



REPONSE DE 118 218 LE NUMERO SAS A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP SUR L'EVOLUTION DU PLAN DE NUMEROTATION RELATIVE AUX NUMEROS COURTS ET NUMEROS LONGS COMMENÇANT PAR 08

Question n°1.

Que pensez-vous des facteurs clés de succès d'une réforme du système des numéros courts et des numéros longs commençant par 08 ? Quelles sont, en particulier, vos attentes en matière de prévisibilité des impacts des évolutions ?

A titre préliminaire, 118 218 Le Numéro souhaite souligner les spécificités des services de renseignements téléphoniques accessibles par le biais de numéros courts au format 118XYZ par rapport aux autres numéros spéciaux. Les services d'annuaires présentent en effet un caractère de prévisibilité des coûts pour l'utilisateur qui utilise ici un service au périmètre bien défini, à l'opposé de ce que l'on peut trouver dans d'autres catégories de services téléphoniques.

118 218 Le Numéro adhère à l'objectif d'amélioration de la lisibilité tarifaire pour les consommateurs et à cet égard, est très favorable à la généralisation, tant pour les appels émanant de boucles fixes que de réseaux mobiles, d'un système unique qu'il soit fondé sur le modèle « P » ou sur le modèle « C+S ». L'une ou l'autre de ces solutions convient aux services de renseignements téléphoniques.

Dans cet objectif d'amélioration de la lisibilité, la convergence et l'homogénéisation des paliers tarifaires des opérateurs fixes et mobiles apparaissent également fondamentales. Il est néanmoins très important que ces paliers tarifaires harmonisés aient une granularité fine de sorte que l'éditeur du service spécial ait toute liberté pour fixer sa politique tarifaire.

Le point essentiel pour les acteurs des renseignements téléphoniques porte sur le caractère excessif des frais de reversement imposés par les opérateurs de boucle locale et tout particulièrement, les opérateurs mobiles¹. On observe actuellement une évolution très significative à la hausse de ces taux de peines et soins au seul bénéfice des opérateurs et qui n'apportent aucune nouvelle valeur ajoutée au consommateur. Il est important de rappeler que le taux de peines et soins rémunère simplement la prestation de facturation et recouvrement. Par ailleurs, les opérateurs majorent ce taux de peines et soins par des risques d'impayés dont les renseignements téléphoniques ne peuvent être la cause, les clients utilisant nos services ne

¹ Ce point a déjà été soulevé par le Conseil de la Concurrence dans son Avis du Conseil de la Concurrence n° 08-A-03 du 31 mars 2008 relatif au fonctionnement des services téléphoniques à valeur ajoutée, par. 22.

faisant pas partie des catégories causant le plus grand taux d'impayés (à l'opposé d'autres catégories de SVA).

En conclusion, la prestation des opérateurs, limitée à de l'intermédiation financière, ne justifie en aucun cas un taux de peines et soins aussi élevé.

Cette situation unilatérale démontre d'ailleurs l'absence de pouvoir de négociation dont disposent les éditeurs de services spéciaux, dès lors que leurs services doivent être accessibles depuis toutes les boucles locales et tous les réseaux mobiles. 118 218 Le Numéro souhaite que l'ARCEP propose des solutions permettant de revenir vers des taux de peines et soins raisonnables et prévisibles. Il ne s'agit ici en aucun cas de rémunérer un apport d'affaire mais d'obtenir un accès aux abonnés vis-à-vis desquels l'opérateur est en situation de monopole et auxquels ces derniers ont obligation de nous donner accès.

Question n° 2

Que pensez-vous de l'intérêt d'homogénéiser la structure tarifaire entre les différentes boucles locales au regard de l'objectif d'amélioration de la lisibilité et de la transparence ?

Les tarifs des services de renseignements téléphoniques sous la série 118 sont très lisibles et connus des clients. Ils font l'objet de diverses publications (y compris sur le site de l'ARCEP). En revanche, nous ne sommes pas en mesure actuellement de communiquer clairement vers le client sur le coût global de l'appel compte tenu de la mise en œuvre des structures tarifaires des autres opérateurs.

Question n° 3

Comment jugez-vous l'intérêt d'aligner la facturation de la composante « C » sur celle d'un tarif perçu comme « normal » par les utilisateurs ?

La composante communication « C » à l'intérieur du réseau appelant devrait être identique quelle que soit la destination et doit être valorisée sur la base d'un appel « normal ». 118 218 Le Numéro approuve la définition d'un appel « normal » donnée par l'ARCEP.

L'homogénéisation de cette composante « C » d'un opérateur à l'autre permettrait d'éviter une disparité des tarifs des services de renseignements téléphoniques quel que soit le réseau utilisé, fixe ou mobile, renforçant la transparence et de fait la confiance des consommateurs dans l'utilisation des numéros spéciaux.

La facturation des deux composantes, en et hors forfait, peut cependant présenter des limites. L'usage d'un forfait bloqué, par exemple, nécessite un contrôle en temps réel du crédit du client, et ne permet pas de considérer séparément les composantes « C » et « S », toutes deux étant débitées du crédit unique de l'abonnement.

En conclusion, une communication vers un service à valeur ajoutée devrait être décomptée du forfait comme une communication « normale » quelque soit le type de forfait².

Il est à noter que l'article 19 de la loi du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs a ajouté dans le Code de la Consommation l'article L.121-84-9 (transféré ultérieurement au L.121-84-10) qui dispose : « Art. L. 121-84-10. Sans préjudice du tarif appliqué au titre de la fourniture des prestations de renseignements téléphoniques, aucun tarif de communication spécifique autre que celui d'une communication nationale ne peut être appliqué, par les opérateurs de téléphonie mobile, aux appels émis vers des services de renseignements téléphoniques ».

Question n° 4

Estimez-vous que les précisions ci-dessus qualifient explicitement comme normale la facturation de la composante « C » ?

118 218 Le Numéro comprend que la définition « normale » de l'ARCEP revient à appliquer une même tarification, au départ d'une même boucle locale, selon que les appels sont émis vers les numéros fixes géographiques et non géographiques, mobiles et SVA. Ceci permettrait de décompter des forfaits, de manière uniforme, les composantes « airtime » de l'opérateur appelant, ainsi que la terminaison d'appel du réseau de destination. La tarification de la valeur ajoutée du service SVA appelé devient ainsi une composante séparée bien identifiable.

Question n° 5

Quels avantages et inconvénients identifiez-vous pour la mise en place du modèle « C+S » ? En particulier, quelles sont vos estimations d'impacts économiques pour les acteurs du marché ?

Les revenus actuels des éditeurs de services de renseignements téléphoniques sont fondés sur le tarif complet « P ». Un passage au modèle « C+S » ne devrait pas avoir d'impact sur nos services. Toutefois, 118 218 Le Numéro craint que les opérateurs de communications électroniques ne profitent de cette occasion pour compenser sur la partie « S » leur perte de revenus éventuelle sur la partie « C » en augmentant, sans justification économique, les taux de peines et soins qu'ils appliquent aux éditeurs de services de renseignements téléphoniques (phénomène de « vases communicants » ou « *waterbed effect* »).

Il sera dès lors important, comme l'a mis en exergue le Conseil de la Concurrence, de s'assurer que « *les nouveaux tarifs en « C+S » ne devaient pas être supérieurs aux tarifs « P » actuels, ce qui nécessitait une réflexion du secteur quant à l'harmonisation des paliers tarifaires. De plus la composante « C » ne devait en aucun cas être supérieure au tarif d'un appel national et être insérée systématiquement par les opérateurs de boucle locale dans les forfaits de leurs abonnés*

² Voir en ce sens le par. 31 de l'Avis du Conseil de la Concurrence n° 08-A-03 du 31 mars 2008 relatif au fonctionnement des services téléphoniques à valeur ajoutée.

lorsqu'ils existent. Toutefois, le seul moyen trouvé à ce jour pour contraindre les tarifs de détail « C » a été l'intervention du législateur »³.

Question n° 6

Que pensez-vous de la mise en place du modèle « P » sur le marché de détail et sur le marché de gros ? Comment évaluez-vous ses impacts économiques sur les acteurs de la chaîne de valeur ? Quelle est votre analyse de l'incertitude économique en résultant ?

L'incertitude économique pour le fournisseur de service est liée à la disparité et à la volatilité des taux de peines et soins appliqués sur la composante « S » (ou « P » selon le cas), que le modèle « P » ou « C+S » soit appliqué au client final.

Question n° 7

Que pensez-vous de l'analyse précédente concernant la meilleure prévisibilité des impacts du modèle « C+S » par rapport au modèle « P » ?

Réponse identique à la Question n°6

Question n° 8

Existe-t-il, selon vous, d'autres modèles de tarification de détail permettant d'homogénéiser les boucles locales fixes ou mobiles ?

L'expérience internationale du groupe auquel appartient 118 218 Le Numéro nous montre que ces deux modèles sont les plus répandus.

Certains modèles en « C+S » comme au Royaume-Uni par exemple conduisent à des prix très aléatoires pour l'utilisateur final. D'autres modèles en « P » amènent à une meilleure lecture, et proposent dans certains pays (Autriche ...) des taux de reversements négociés avec les éditeurs de services plus favorable au développement des contenus.

³ Avis du Conseil de la Concurrence n° 08-A-03 du 31 mars 2008 relatif au fonctionnement des services téléphoniques à valeur ajoutée, par. 63.

Question n° 9

Quel scénario de mise en place préféreriez-vous ? Quel calendrier vous semblerait le plus adapté ? Merci d'expliquer les raisons motivant vos réponses.

Tout système transitoire envisagé devrait être le plus court possible afin de permettre aux consommateurs de bénéficier, dans les plus brefs délais, d'une plus grande transparence et de tarifs plus avantageux.

Question n° 10

Que pensez-vous de cette proposition de bascule vers une tarification à la seconde dès la première seconde pour l'ensemble des paliers tarifaires facturés à la durée ?

Le modèle tarifaire de 118 218 Le Numéro est construit autour de la contrainte historique des ITX de l'opérateur historique qui servent toujours de référence.

Actuellement, chaque opérateur présente néanmoins un modèle de facturation finale différent. Une homogénéisation de ces modèles serait bénéfique à la lisibilité tarifaire pour les clients.

Une évolution vers un modèle de tarification à la seconde pourrait cependant nous amener à revoir complètement nos composantes tarifaires (acte + durée).

Question n° 11

Pouvez-vous préciser quels seraient pour vous les impacts économiques (en pourcentage) d'une bascule vers une tarification à la seconde dès la première seconde si possible pour chaque palier tarifaire ?

De manière mécanique, on constatera un impact à la baisse du prix par appel pour un même tarif à la minute lors de la mise en place d'une facturation à la seconde. Le passage d'une tarification en UT vers une tarification à la seconde dès la première seconde générerait une baisse importante de notre chiffre d'affaires et entraînerait une remise à plat de notre politique tarifaire.

Question n° 12

Que pensez-vous de l'abandon des tarifications horaires et mixtes pour simplifier la structure des paliers tarifaires ?

S'agissant des numéros au format 118, il apparaît nécessaire à 118 218 Le Numéro de conserver les tarifications mixtes (appel + durée), avec une gamme de paliers la plus large possible.

Question n° 13

Quel est pour vous l'intérêt de créer une gamme de paliers à l'acte ? Quels en seraient les inconvénients ou difficultés éventuelles ?

En continuité de la réponse à la question 10, l'évolution du modèle tarifaire nécessiterait la création de nouveaux paliers à l'acte (le service de renseignements étant très orienté vers la notion d'acte, avec une plus faible sensibilité à la durée).

Question n° 14

Quelle gamme de paliers à l'acte vous semble-t-elle la mieux appropriée pour répondre aux besoins du marché ?

La difficulté actuelle reste que la taxation des communications est construite sur base de l'ITX historique de France Telecom. Ce système n'offre pas la souplesse nécessaire pour créer des paliers plus lisibles pour le client final.

Si l'ensemble des opérateurs Français était amené à abandonner les ITX au sein de leur réseau, alors la gamme des paliers envisageables serait plus libre.

Question n° 15

Quelles mesures vous sembleraient-elles appropriées pour limiter les abus possibles introduits par une tarification à l'appel ?

Nous considérons qu'il n'y a pas de risque d'abus au sein des services de renseignements téléphoniques au format 118, qui sont limités aux services de renseignements téléphoniques, et opérés par des sociétés établies. Aucune mesure n'est dès lors nécessaire pour ces numéros.

Question n° 16

Pouvez-vous remplir le tableau suivant en indiquant la liste des valeurs de paliers qui vous semble souhaitable et pertinente pour la future grille, notamment au regard de l'objectif de lisibilité des tarifs pour les clients ?

118 218 Le Numéro propose une grille composée d'une valeur à l'acte (par appel) dans la première colonne, accompagnée d'une valeur à la durée à choisir dans la seconde colonne.

Futurs paliers mixtes		
Valeurs de l'acte (par appel)		Valeurs de la durée (par minute divisible)
50 cts		10 cts
60 cts		20 cts
70 cts		30 cts
80 cts		40 cts
90 cts		50 cts
1 €		60 cts
1,10 €	+	70 cts
1,20 €		80 cts
1,30 €		90 cts
1,40 €		1 €
1,50 €		
1,60 €		
1,70 €		
1,80 €		
1,90 €		
2 €		

Question n° 17

Que pensez-vous de ce principe de mise en œuvre au regard de la nécessité de minimiser les impacts relatifs à la migration des services existants ? Avez-vous d'autres scénarios de migration à proposer ? Si oui, merci de les préciser en indiquant, si possible, leurs impacts techniques pour les différents types d'acteurs de la chaîne de valeur.

118 218 Le Numéro comprend que cette migration n'aura quasiment pas d'impact sur les numéros 118.

Question n° 18

Pouvez-vous préciser, dans le tableau suivant, pour chaque palier existant, les correspondances entre valeur actuelle et valeur future qui vous semblent raisonnables et pertinentes ?

Le service édité par 118 218 Le Numéro nécessite des paliers non inclus dans cette gamme restreinte (cf. tableau figurant à la réponse 16).

Question n° 19

Quel calendrier souhaiteriez-vous pour l'évolution de cette grille de paliers tarifaires ? Merci d'indiquer dans quelle mesure cette évolution pourrait être réalisée selon un calendrier indépendant de la mise en place du « C+S » ?

Voir la réponse à la question 18, 118 218 Le Numéro n'a aucune préconisation concernant la mise en place de paliers ne concernant pas les numéros 118.

Question n° 20

Que pensez-vous de la création d'un palier (C banalisé ; S=0) utilisable pour les numéros courts et les numéros longs commençant par 08 au regard des besoins du marché et de la situation actuelle où les prestataires de services peuvent utiliser notamment des numéros longs commençant par 09 pour se conformer aux dispositions de la loi « LME » ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 21

Pour les entreprises utilisant des numéros fixes géographiques (01 à 05) ou fixes non géographiques (09), que pensez-vous des avantages et des éventuels inconvénients de ce type de numéro dans le cadre de votre politique de relation clients ? Avez-vous connaissance de pistes d'évolution permettant d'améliorer le service dont vous bénéficiez ? Avez-vous l'intention d'ouvrir un numéro spécial au tarif (C banalisé ; S=0) précité pour votre service client ? Pourquoi ? Si oui, à quelle échéance et selon quelles modalités de transition ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 22

Que pensez-vous d'étendre la gratuité au départ de l'ensemble des boucles locales mobiles pour le palier tarifaire libre-appel dont la gratuité est actuellement restreinte au départ des seules boucles locales fixes ? Selon vous, quel serait le coût maximum qu'un prestataire de services serait prêt à payer pour envisager positivement l'utilisation de numéros gratuits depuis tous les réseaux pour une partie de son offre ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 23

Que pensez-vous de la subdivision de la tranche 080 proposée ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 24

Quels seraient les scénarios de migration envisagés à la suite de cette évolution de l'organisation de la tranche 080 ? Pouvez-vous préciser leurs contraintes et notamment les délais de mise en œuvre nécessaires ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 25

Quel scénario préconiserez-vous pour faire évoluer l'encadrement tarifaire des tranches 30PQ et 31 PQ ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 26

Que pensez-vous de la fonctionnalité tarification au numéro au regard des besoins des prestataires de services ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 27

Comment percevez-vous la fonctionnalité de tarification au numéro en termes de lisibilité pour les clients de ces services ? Serait-il nécessaire de renforcer les dispositifs d'information tarifaire existants ? Si oui, de quelle manière ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 28

Si vous deviez envisager une mise en œuvre de la tarification au numéro, quelles solutions techniques proposeriez-vous ? Quel serait l'ordre de grandeur des investissements nécessaires pour un opérateur de boucle locale et un opérateur de collecte ? Quel délai serait nécessaire pour sa mise en place ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 29

Que pensez-vous de la fonctionnalité de modulation tarifaire en cours d'appel au regard des besoins des prestataires de services ?

La modulation tarifaire en cours d'appel est un élément essentiel pour les éditeurs de renseignements téléphoniques. Il est souhaitable notamment de pouvoir faire évoluer le modèle tarifaire en cours de communication, selon la nature des informations souhaitées par le client, ou l'avancement de la phase de service.

Question n° 30

Si vous deviez envisager une mise en œuvre de la modulation tarifaire en cours d'appel, quelles solutions techniques proposeriez-vous ? Quel serait l'ordre de grandeur des investissements nécessaires pour un opérateur de boucle locale et un opérateur de collecte ? Quel délai serait nécessaire pour sa mise en place ?

Une plateforme de service telle que celle utilisée par 118 218 Le Numéro permet dès aujourd'hui de générer des trains d'ITX afin de moduler la tarification en cours de communication (c'est une simple extension de la notion d'acte + durée). Le changement pour un système de facturation à la seconde sans prendre en compte les notions d'ITX nécessiterait la gestion d'un nouveau modèle d'échange entre les opérateurs et les éditeurs de services.

Question n° 31

Comment percevez-vous la fonctionnalité de modulation tarifaire en cours d'appel en termes de lisibilité pour les clients de ces services ? Serait-il nécessaire de renforcer les dispositifs d'information tarifaire existants ? Si oui, de quelle manière ?

Nous n'avons pas perçu de difficultés avec nos clients. Nous n'avons reçu aucune réclamation à cet égard. Il nous semble donc que les clients comprennent bien l'annonce qui leur est faite du tarif de nos services.

Question n° 32

Quelles mesures vous sembleraient-elles appropriées pour limiter les abus possibles introduits par une modulation tarifaire en cours d'appel ?

Notre expérience actuelle nous laisse penser qu'aucune mesure particulière n'est nécessaire concernant les services 118.

Question n° 33

Que pensez-vous d'un mécanisme permettant d'attendre la transmission d'un « ordre technique » par le prestataire de service à l'opérateur de boucle locale et d'une confirmation de l'appelant pour démarrer la facturation de la composante « service » au regard des besoins du marché et de la faisabilité technique ?

Notre qualité de service est liée à la rapidité de l'information fournie.

Un tel mécanisme impliquant une revalidation en cours de communication conduirait à détériorer fortement les services de renseignements téléphoniques et ne répondrait pas à l'attente de nos clients, qui souhaitent obtenir un renseignement au plus vite lorsqu'ils appellent les services de renseignements téléphoniques

Question n° 34

Que pensez-vous d'un mécanisme permettant de démarrer et d'interrompre la facturation de la composante « service » en fonction d'événements transmis par le prestataire de services au regard des besoins du marché et de la faisabilité technique ?

Ce mécanisme ne nous semble pas nécessaire pour les 118.

Question n° 35

Que pensez-vous de la grille d'encadrement tarifaire proposée ?

Les services 118 ne sont pas partie intégrante de cette grille tarifaire.

Question n° 36

Que pensez-vous de fermer la tranche 0884 ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 37

Que pensez-vous d'aligner les catégories de la signalétique tarifaire sur les valeurs des différents plafonds réglementaires ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 38

Que pensez-vous de la réponse qu'apporte ce nouveau découpage de la tranche 08 à la problématique de la saturation de la tranche 0892 ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 39

Que pensez-vous de la création d'une tranche aux services susceptibles de faire l'objet d'un filtrage par un système de contrôle parental ? Que pensez-vous du choix de la tranche 0895 ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 40

Que pensez-vous d'attribuer les numéros longs commençant par 08 par bloc de 1000 ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 41

Pouvez-vous indiquer, au regard de vos systèmes, dans quelle mesure et à quelles conditions il serait possible d'attribuer à chaque bloc ABPQM un palier tarifaire différent de celui des blocs adjacents ? Sous quels délais une telle évolution serait-elle envisageable ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 42

Si vous utilisez des numéros de la tranche 0850, pouvez-vous préciser l'usage qui en est fait actuellement ainsi que les perspectives d'évolution à moyen/long terme ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 43

Que pensez-vous du modèle de tarification de gros cible, proposé par l'ARCEP, concernant les numéros spéciaux gratuits (C=0 ; C=0) ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 44

Que pensez-vous du modèle de tarification de gros cible proposé par l'ARCEP concernant les numéros spéciaux payants (C banalisé ; S≥0) ?

118 218 Le Numéro adhère à la position de l'ARCEP quant au caractère excessif des taux de peines et soins des opérateurs mobiles. Il n'existe à notre connaissance aucune justification à l'heure actuelle qui expliquerait les distinctions de taux de peines et soins selon les opérateurs fixes et mobiles. La prestation de facturation revient à rajouter une simple ligne sur les factures

des clients. Quant au risque d'impayés, celui-ci est très faible car une large partie du parc des opérateurs mobile est composée de forfaits prépayés.

Par ailleurs, compte tenu de la baisse des coûts des communications mobiles, nous ne comprenons pas pourquoi les taux de peines et soins augmentent.

Il convient également de souligner que les opérateurs fixes ont eux-mêmes un taux de peines et soins dont le pourcentage est élevé au regard des coûts encourus pour fournir une prestation de peines et soins n'incluant aucun apport d'affaire, autre que la mise en relation de deux correspondants n'ayant pas d'alternative (selon la définition de l'opérateur puissant sur sa boucle locale).

118 218 Le Numéro rappelle que lorsque l'ARCEP est intervenue dans un règlement de différend pour un service de renseignements téléphoniques (décision n° 00-1194 du 15 novembre 2000), le taux de peines et soins alors retenu a été fixé à 7% pour France Telecom. 118 218 Le Numéro considère que l'évolution des taux de peines et soins qui est un des éléments essentiels d'imprévisibilité pour les acteurs devrait converger vers cette valeur.

Par ailleurs, le principe même d'une rémunération pour la prestation d'affacturage fixée en pourcentage du prix du détail ne nous paraît pas légitime et contestable. L'introduction d'un système de rémunération de cette prestation à l'acte mériterait un examen approfondi. Cet examen apparaît d'autant plus légitime à 118 218 Le Numéro si l'ARCEP envisage une évolution du modèle vers « C+S ». En effet, tous les opérateurs de départ d'appel seraient rémunérés normalement pour leurs propres prestations de transport de la communication et il paraît logique que ce même principe s'applique aux taux de peines et soins.

Nous pensons qu'il n'est pas inutile dans ce contexte de réexaminer l'analyse faite par le Conseil de la Concurrence, pour qui : *« l'apparition d'une offre de gros de départ d'appel sur les réseaux mobiles à destination des SVA ne peut être attendue du seul fonctionnement concurrentiel des marchés, du fait de la position monopolistique occupée par les opérateurs de réseaux sur les marchés concernés. Cette situation justifierait la mise en place d'obligations ex ante »*.⁴

Question n° 45

Quelles sont les prévisions d'investissements encourues au titre de la mise en œuvre des nouveaux modèles de tarification à destination des numéros spéciaux envisagés par l'ARCEP dans la présente consultation publique ? Quelle est, selon vous, la meilleure manière de répartir leur financement entre les différents acteurs de la chaîne de valeur ?

118 218 Le Numéro estime que chaque acteur de la chaîne de valeur doit supporter les coûts encourus de toute évolution du modèle de tarification qui serait proposé par l'ARCEP. En aucun cas, il ne serait légitime que les opérateurs de départ d'appel, qui ont toujours eu des marges très

⁴ Extrait du paragraphe 83 de l'Avis du Conseil de la Concurrence n° 08-A-03 du 31 mars 2008 relatif au fonctionnement des services téléphoniques à valeur ajoutée.

élevées sur l'acheminement des communications vers les numéros spéciaux, puissent obtenir tout ou partie du financement de tout éventuel investissement significatif de leur part par les autres acteurs de la chaîne de valeur.

Question n° 46

Est-il opportun, selon vous, d'introduire dans le modèle de tarification de gros cible une composante tarifaire complémentaire à l'usage ou à la capacité (d'un tarif proche de celui correspondant à la vente de BPN dans le cadre des prestations de terminaison d'appel) ?

Si oui, favoriserez-vous une tarification à l'usage ou à la capacité ? Pour quelles raisons ?

Les opérateurs retardent l'interconnexion en mode SIP-I/Ethernet, sous prétexte de l'absence de « standard ». Certains opérateurs internationaux (BICS...) sont néanmoins dès à présent interconnectés de cette manière, rendant obsolète la notion de BPN. De plus, l'abandon de facturation sur la base des ITX nécessite également un passage à l'univers IP, donc mène à l'abandon de ce concept de BPN. Cette facturation complémentaire à la capacité nous semble donc faiblement justifiée dans un avenir proche, objet de cette consultation.

Question n° 47

Que pensez-vous des terminologies « numéros standards » / « numéros spéciaux » ainsi que des définitions correspondantes proposées au regard de l'objectif de clarté poursuivi ?

Que pensez-vous de l'ensemble des nouvelles désignations proposées par les sous-catégories ?

La terminologie actuelle nous satisfait ainsi que la terminologie proposée.

Question n° 48

Que pensez-vous du lien établi entre la surtaxation d'un tarif et la valeur strictement positive de la composante « S » ?

La correspondance semble convenable à 118 218 Le Numéro.

Question n° 49

Pensez-vous que l'ensemble des numéros surtaxés ne doit plus être utilisé comme identifiant de la ligne appelante ? Pour quelle(s) raison(s) ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 50

Pensez-vous que l'interdiction d'utilisation des numéros surtaxés comme identification de la ligne appelant doit être limitée aux numéros surtaxés associés aux paliers les plus élevés ? Si oui, quelles tranches devraient, selon vous, être concernées ? Pour quelle(s) raisons ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 51

Quelles mesures techniques ou juridiques seriez-vous en mesure de mettre en œuvre grâce à cette évolution réglementaire visant à réduire ces fraudes ? A quelle échéance ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 52

Comment percevez-vous l'avancement des travaux sectoriels visant à renforcer le contrôle déontologique ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 53

Que pensez-vous de l'attribution d'un NFB pour cet usage ? Avez-vous des remarques à apporter sur le choix du numéro ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 54

Que pensez-vous de cette possibilité ? Pour quels services ? Quelles sont vos préconisations sur le choix d'une éventuelle tranche dédiée ?

Ne concerne pas directement les 118.

Question n° 55

Que pensez-vous de l'utilisation des codes de la norme « human factors » pour se substituer au besoin de numéros à fonctionnalité banalisée ?

Ne concerne pas directement les 118.

* *
*